

*Les crédits*

fond tous nos citoyens en les laissant s'engager complètement, ce à quoi je m'efforce dans un autre domaine dont je m'occupe, du côté du multiculturalisme et de la citoyenneté, vous verrez combien nous deviendrons plus productifs, plus concurrentiels et plus efficaces.

• (1600)

A l'occasion d'un voyage récent, j'ai eu l'occasion de visiter une société dirigée par deux personnes qui sont arrivées d'Allemagne sans le sou au début des années 50. Elles dirigent maintenant une affaire qui emploie 800 personnes issues de 50 collectivités culturelles différentes. Cette société réalise de 50 à 70 millions de dollars de chiffre d'affaires, et on s'attend à ce qu'elle en fasse pour 150 millions de dollars dans l'avenir. C'est le genre de compétitivité que nous recherchons.

Qu'est-ce que je fais? Nous travaillons très activement avec les ministres provinciaux dans le comité canadien du Conseil des ministres de l'éducation. Nous partageons des initiatives et des objectifs communs. Il n'y a pas de confrontation, mais de la coopération. Nous reconnaissons tous la nécessité de collaborer parce que nous obtenons ainsi de meilleurs résultats. Cette conférence nationale a permis de prendre des initiatives importantes. Je rencontrerai très prochainement mes collègues, les ministres provinciaux, et je continuerai certainement à chercher des moyens de construire ensemble un système meilleur et plus fort.

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** Madame la Présidente, je me réjouis d'avoir aujourd'hui l'occasion de participer au débat de cette motion qui, à bien des égards, porte sur la responsabilité que nous avons, en tant que dirigeants au Canada, envers les jeunes de notre pays, envers les étudiants de notre pays. Il y a une distinction à faire à cet égard, madame la Présidente, car bien qu'ils puissent revendiquer la jeunesse, comme vous et moi le faisons nous-mêmes, de plus en plus d'étudiants d'aujourd'hui sont beaucoup moins jeunes que ceux des générations précédentes.

Les décisions prises maintenant assureront les fondations d'une économie forte, d'un pays qui sera équipé et capable de soutenir la concurrence à l'échelle mondiale, dont les habitants auront la formation scolaire et les capacités techniques de même qu'intellectuelles nécessaires pour nous permettre de soutenir la concurrence dans une économie mondiale en constante évolution.

La motion est particulièrement opportune. Au moment où les universités et les collèges étaient en train de boucler leur semestre régulier, on annonçait dans le

budget fédéral qu'on allait encore une fois restreindre les paiements de transfert aux provinces destinés à la santé et à l'enseignement postsecondaire.

En même temps, le gouvernement crée le nouveau ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie auquel il veut donner pour mission de stimuler la science, la recherche et le développement au Canada.

Enfin, le gouvernement a présenté le projet de loi C-16 visant à créer l'Agence spatiale canadienne. Or, en même temps, par des propos franchement méprisants, le premier ministre (M. Mulroney) reproche aux gens mêmes sur lesquels reposera ce nouvel organisme d'exprimer de l'hésitation à réinstaller leur famille sur la rive sud de Montréal.

J'ai déjà parlé à la Chambre du discours du gouvernement en matière de sciences et de technologie. Il fait beaucoup de beaux discours, en grande partie excellents à mon avis. Malheureusement, la substance n'en a pas été particulièrement bien comprise et ne semble pas non plus avoir été mise en pratique. Après tout, c'est le premier ministre du Canada qui, dans le numéro de septembre 1987 du *Bulletin* des professeurs d'université, écrivait: «Notre gouvernement est prêt à collaborer entièrement avec les provinces et les autres organismes qui s'occupent d'enseignement postsecondaire, et il aidera à créer et maintenir un système d'enseignement supérieur capable de répondre aux défis qui se posent au Canada.»

A la lumière de cette déclaration du premier ministre, je vous invite, madame la Présidente, à m'accompagner dans une brève visite des établissements d'enseignement postsecondaire du Canada.

Commençons par l'université Memorial de Terre-Neuve, la première et la plus grande université de cette province. Dès le premier coup d'oeil on note comme elle est bien utilisée, peut-être même surutilisée. L'université Memorial a été construite pour 7 000 étudiants; elle essaie maintenant d'en former 12 000.

En Nouvelle-Écosse, on est frappé par le fait que les frais de scolarité sont les plus élevés du Canada. Au cours des 12 dernières années, les frais ont doublé dans le pays et même triplé en Colombie-Britannique.

En Ontario, à l'Université de Toronto, il faut se battre pour avoir une place au cours de Psychologie 100. Pour la gouverne des députés, ce cours se tient au Convocation Hall. A l'Université de Windsor, la collection de la bibliothèque s'est tellement détériorée que les professeurs renvoient leurs étudiants à l'Université Wynne ou à